ACKERMANN, Jürgen, *Verschuldung, Reichsdebitverwaltung, Mediatisierung. Eine Studie zu den Finanzproblemen der mindermächtigen Stände im Alten Reich. Das Beispiel der Grafschaft Ysenburg-Büdingen 1687-1806*

Christophe Duhamelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1107>

DOI : 10.4000/ifha.1107

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Christophe Duhamelle, « ACKERMANN, Jürgen, *Verschuldung, Reichsdebitverwaltung, Mediatisierung. Eine Studie zu den Finanzproblemen der mindermächtigen Stände im Alten Reich. Das Beispiel der Grafschaft Ysenburg-Büdingen 1687-1806* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1107> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1107>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

ACKERMANN, Jürgen, *Verschuldung, Reichsdebitverwaltung, Mediatisierung. Eine Studie zu den Finanzproblemen der mindermächtigen Stände im Alten Reich. Das Beispiel der Grafschaft Ysenburg-Büdingen 1687-1806*

Christophe Duhamelle

Pour un prince endetté jusqu'aux oreilles, la mise en place d'une commission impériale signifiait une quasi-dépossession : muni de pouvoirs impériaux, le commissaire contrôlait les finances. D'un autre côté, la procédure bloquait toute tentative de saisie et assurait donc à long terme la survie du territoire. Les commissions impériales, diligentées par les tribunaux d'Empire (Chambre Impériale et Conseil Impérial Aulique), revêtaient donc une fonction essentielle au sein des relations entre territoires et institutions impériales et, atteignant leur ampleur maximale dans la seconde moitié du XVIII^e s. – tout au moins dans le domaine financier –, contredisent l'idée d'un Empire déclinant. Pourtant, le système des commissions a été relativement peu étudié (voir cependant BullMHFA, 36, 2000, p. 260-261), ce qui rend d'autant plus précieuse l'étude de J.A., issue d'une thèse soutenue à Marbourg en 2001.

Les différents comtés d'Ysenburg sont un excellent exemple de ces micro-principautés qui couvrent une bonne partie de l'Allemagne moyenne : la primogéniture y est venue trop tard pour empêcher une première bipartition (1684), puis en 1687 le partage en quatre d'une de ces moitiés, nombre ramené à trois en 1725 : Ysenburg-Büdingen, Ysenburg-Meerholz, Ysenburg-Wächtersbach, trois fiers comtés immédiats d'Empire, gros comme le poing. Il faut dans chacun d'eux payer une cour et une administration, les guerres coûtent cher (les comtés, proches de Francfort, voient régulièrement passer les troupes, et il faut contribuer aux armées du Cercle), les successions compliquées

engendrent des procès coûteux, les désordres monétaires et la guerre de Sept Ans viennent porter le coup de grâce aux finances. Partout, les dettes atteignent des montants faramineux : à Meerholz (où une commission familiale, effarée, décrit un « krisenhaftes, embrouilliertes Debitwesen », p. 92), 266 409 florins de dettes pour 21 300 florins de revenus en 1730 (p. 89), à Büdingen, en 1747, 721 750 florins de dettes pour 29 772 de revenus (p. 130), etc. Hypothèques, réformes et moratoires n'y font rien : il faut déclarer faillite et se résoudre à demander la mise en place d'une commission impériale (Wächtersbach en 1757, Meerholz en 1758, Büdingen en 1765). Une fois nommé, le commissaire impérial prend en main, sous la surveillance du Conseil Impérial Aulique de Vienne, les finances du territoire ; le comte, lui, est menacé des foudres impériales s'il tente d'intervenir dans le travail de la commission (p. 157) et réduit à quémander une modeste pension annuelle. Les créanciers, forcés à la patience et à la réduction de leurs intérêts, tentent de s'entendre entre eux et, lentement, les dettes commencent à décroître – jusqu'à ce que, bien longtemps après, le comte mis en tutelle puisse se libérer de ses dettes (en contractant un nouvel emprunt !) et recouvrer sa liberté d'action (respectivement en 1804, 1804 et 1799 pour les trois comtés).

J.A. explore en détail toutes les étapes de ce processus et n'oublie aucun élément de situations financières pourtant inextricables ; son mérite est donc grand. On regrettera simplement que de nombreuses pistes de réflexion soient ouvertes, mais mal exploitées par ce travail minutieux. Qu'en est-il des créanciers, qui apparaissent ici comme des personnages extérieurs qu'on aimerait mieux connaître ? Quels sont les critères présidant à la qualification des dettes, à leur hiérarchisation, aux relations entre les finances propres du comte et celles de son comté (à ce sujet, l'absence dans la bibliographie de traités de droit contemporains, tels ceux de Hermann Kahrel, 1753, ou d'Adolf Posse, 1790, est bien regrettable) ? Les commissions sont en outre généralement confiées à des parents proches ; elles promeuvent une nouvelle conception des finances et des techniques rigoureuses qui s'inscrivent dans les pratiques de la haute noblesse d'Empire (qu'une comtesse affirme vouloir devenir une « wohlbestellte Cameralistin », p. 184, est sous cet angle extrêmement révélateur) ; elles s'avèrent donc être des vecteurs de co-gestion familiale, de responsabilisation financière et de stabilisation nobiliaire, au détriment de certaines catégories de créanciers, au bénéfice en revanche de nouveaux consortiums organisés à Francfort, toute proche. En définitive, cette procédure correspond donc à l'émergence d'un nouveau système financier impérial dont les linéaments sont bien présents dans ce livre, mais sont insuffisamment mis en valeur.

Christophe DUHAMELLE